

## **Cuba et la lutte pour la survie.**

### *CUBA Partie 1*

**Rick Smith :** Une des choses que j'adore c'est d'entendre parler d'autres pays. J'aime entendre la version de l'intérieur et entendre d'autres opinions. C'est pour cela que nous avons invité le professeur Morris, de l'université de Eastern New Mexico. Il rentre de Cuba et j'ai toujours été fasciné de découvrir ce qui se passe dans ce vase clos. Pourquoi êtes-vous allé là-bas ? Pour autant que je sache, moi, je ne pourrais pas m'y rendre... comment avez-vous fait pour vous y rendre ?

**Doug Morris :** J'y suis allé dans la cadre du *Research Network in Cuba Group* sponsorisé par la **Radical Philosophers Association** .. Le groupe effectue des recherches sur Cuba et participe aux conférences annuelles à l'Université de la Havane dans le cadre de ces recherches, et nous diffusons nos travaux aux Etats-Unis à différentes entités universitaires ou publiques. Pas mal de participants voyagent plusieurs fois par an à Cuba pour mener leurs recherches et pour garder le contact, par exemple sur des questions telles que l'économie ou l'agriculture socialistes. Le groupe voyage en toute légalité grâce à une licence générale pour la recherche délivrée par le Département d'Etat des Etats-Unis. Il existe différents groupes autorisés à se rendre à Cuba, y compris pour les journalistes, on peut donc supposer que vous pourriez vous y rendre « légalement » dans le cadre d'un travail de journalisme. Il faut préciser que ce n'est pas Cuba qui empêche les citoyens US de se rendre à Cuba, mais le gouvernement des Etats-Unis qui porte ainsi atteinte à notre droit constitutionnel de voyager.

Je dois aussi préciser que les raisons de se rendre à Cuba sont nombreuses et que je ne suis pas un spécialiste de Cuba. Cuba n'est pas mon domaine de recherche principal. Mais Cuba demeure une source d'intérêt et d'inspiration principalement parce que Cuba mène un projet social en dehors du modèle néolibéral mondialisé, un modèle néolibéral qui donne la priorité au profit et qui est à l'origine de nombreuses catastrophes mondiales et de souffrances humaines. Cuba est une inspiration parce qu'ils ont accompli beaucoup et dans des conditions très difficiles, la moindre n'étant pas la proximité d'un géant hostile au nord.

Comme l'a fait remarquer un universitaire cubain, «*Cuba évolue toujours sur le fil du rasoir, dans un monde qui est, lui, au bord du précipice*». En d'autres termes, Cuba, qui lutte sans arrêt pour sa survie, est souvent poussée à mener des politiques qui vont à l'encontre de leurs idées, mais ils doivent résister, et ils tentent de résister en tant qu'îlot socialiste dans un océan d'abominations néolibérales. Il n'existe aucun manuel pour révolutionnaires qu'on pourrait simplement ouvrir à la page 155 pour trouver la réponse à notre dernier dilemme. Cuba, bien qu'elle évolue sur le fil du rasoir, est une source d'inspiration pour des alternatives politiques, économiques, agricoles et pédagogiques dont nous, qui sommes au bord du précipice, avons tant besoin face aux menaces mondiales telles que les changements climatiques, les catastrophes écologiques, l'augmentation de la misère et des inégalités, les crises alimentaires, les pénuries d'eau, l'autoritarisme, la tyrannie des multinationales, et un monde de plus en plus militarisé. Cuba, par exemple, a été désigné par le World Wildlife Fund (WWF) comme **la seule société qui mène un développement durable**, et ceci est très important au moment où se pose sérieusement la question d'un développement durable pour l'avenir de l'humanité.

Quant à qualifier Cuba de «vase clos», il faut faire attention à l'interprétation qu'on pourrait en faire parce qu'aux Etats-Unis on s'en sert pour marteler que Cuba serait une sorte de société stalinienne où les gens manqueraient de libertés, où tout le monde vivrait sous une surveillance constante et dans la peur, où les gens seraient enlevés au beau milieu de la nuit s'ils sont en désaccord avec l'Etat, où les gens seraient envoyés dans des camps de torture, etc. Ce n'est pas le cas à Cuba, et on pourrait faire le rapprochement avec la base US à Guantanamo, un véritable centre de violations des droits humains sur territoire cubain et occupé par les Etats-Unis. L'idée que Cuba serait un « vase clos » est à la fois un mythe créé par la propagande US afin de maintenir la population US éloignée de la réalité cubaine, et la conséquence de la menace permanente d'une agression US, situation qui oblige à prendre certaines mesures de contrôles centralisées et qui parfois provoque des mesures de répression qu'on aurait du mal à justifier.

On pourrait se demander pourquoi le pouvoir US s'acharne à maintenir ses citoyens dans l'ignorance de la réalité cubaine. Je pense que la première raison est que Cuba est en train de mener des expériences économiques et politiques qui donnent la priorité à l'être humain et à son bien-être, qui s'engagent sur la voie d'une **agriculture écologiquement raisonnée et durable** ... Cuba considère que certains droits humains doivent être respectés, par exemple, le droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à un logement, à un

travail, à la culture, au sport, à la participation, etc. Cuba considère ces droits comme des droits fondamentaux et qu'ils ne devraient donc pas être réservés uniquement à ceux qui auraient les moyens de se les offrir sur le marché. Du point de vue du gouvernement US, le problème avec Cuba, je pense, c'est que si Cuba réussit cette politique qui donne la priorité aux êtres humains, elle démontrera la légitimité de ce qu'on appelle à Cuba « le pouvoir populaire ». La révolution cubaine a rompu avec 150 ans de politique US et la conviction, exprimée par la Doctrine Monroe, que tout le continent appartenait aux Etats-Unis qui avaient un droit de regard sur tout et le droit de décider de la pluie et du beau temps.

Peu après la révolution cubaine, l'administration Kennedy a clairement expliqué où était le problème. Le modèle cubain, disaient-ils, pouvait servir d'inspiration aux peuples sur tout le continent, peuples qui avaient été dépouillés et exploités pendant des centaines d'années, des peuples qui pourraient être tentés de suivre l'exemple cubain et prendre leurs propres affaires en main et tenter de sortir de la misère et du désespoir. Evidemment, une telle politique serait en contradiction avec la recherche du pouvoir et du profit, ce qui est intolérable aux yeux du pouvoir US. Ainsi, un des problèmes principaux de Cuba, du point de vue des Etats-Unis, est de démontrer qu'une société peut être dirigée par des gens par différentes interactions entre la démocratie formelle et informelle, entre des formes de démocratie représentative et participative, et, très important, Cuba peut démontrer qu'une société peut fonctionner dans l'intérêt du peuple sans recourir à un système économique tyrannique basé sur le profit.

Ensuite, la menace d'une agression US est très réelle, l'histoire le montre clairement. Il y a plus de 200 ans, John Adams prétendait que Cuba était « *une prolongation naturelle des Etats-Unis* » et que Cuba devait être annexée aux Etats-Unis. Jefferson écrivit que « *Cuba est l'apport le plus intéressant à notre système d'états* » et John Quincy Adams parlait de « *l'inévitable annexion de Cuba* » en affirmant que Cuba finirait par tomber entre les mains des Etats-Unis selon les lois de la gravité politique, comme « *un fruit mur* ». Dans les années 1850, le Manifeste Ostende des Etats-Unis mettait en garde contre une « *africanisation de Cuba (comme Haïti)... avec toutes les horreurs qui s'ensuivraient pour la race blanche.* »

En plus, bien sûr, il y avait les intérêts économiques. Dans les années 1880, Cuba était un « partenaire » économique important des Etats-Unis, surtout pour le sucre. Les Etats-Unis fournissaient 70% du marché cubain. Avant l'intervention militaire US à Cuba au cours de la deuxième guerre d'indépendance, le vice ministre de la Guerre, J. Breckenridge, écrivait que les Cubains étaient incapables de gérer leur société et qu'ils n'avaient « *qu'une vague notion du Bien et du Mal* » et que les Etats-Unis devaient donc « *détruire tout ce qui se trouvait à portée de canon, imposer un strict blocus afin que la famine se répande, pour saper le moral d'une population pacifique et décimer l'armée cubaine* ».

En 1901, les Etats-Unis obligèrent les Cubains à accepter l'**Amendement Platt**, encore utilisé aujourd'hui pour « justifier » la base militaire US à Guantanamo. Cet amendement accordait aux Etats-Unis le « droit » d'intervenir dans les affaires cubaines à tout moment « *pour préserver l'indépendance de Cuba* » (sauf l'indépendance devant une intervention US, évidemment), et protéger les vies, la liberté et, le plus important, la propriété privée. Les Etats-Unis ont pris cet amendement pour prétexte lorsqu'ils sont intervenus militairement en 1906 et qu'ils ont occupé l'île jusqu'en 1909. De 1901 à 1959, date du triomphe de la révolution qui a renversé la dictature Batista soutenue par les Etats-Unis, Cuba était, selon les termes de Robert Scheer, « *plus une annexe des Etats-Unis qu'un état souverain* ». La plupart des terres et des ressources naturelles étaient, sous différentes formes, sous le contrôle des Etats-Unis.

Les Etats-Unis, depuis presque cinquante ans maintenant, sont hostiles à la révolution cubaine et veulent rétablir leur domination sur l'île et se sont livrés à une agression militaire ouverte, à un étranglement économique sous différentes formes, à d'incessantes actions terroristes, à des attaques biochimiques, à des manoeuvres diplomatiques pour tenter d'isoler Cuba. Ils ont aussi adopté des législations, telles que les lois **Helms-Burton** et **Torricelli**, destinées à punir Cuba et d'autres pays qui commercent avec Cuba, au moment où Cuba se trouvait dans une situation difficile et avait plutôt besoin d'aide. Ils ont soutenu des gens qui ont mené des **attentats contre Cuba ou ont fait exploser un avion commercial en plein vol** (tuant tous les passagers à bord). Ils ont planifié des dizaines d'attentats contre les dirigeants cubains. Ils ont lancé de vastes **campagnes de propagande** à travers le monde contre l'expérience cubaine (dont une bonne partie à travers les ambassades US). Ils ont financé des **groupes de réflexion anti-cubains, etc.**

Il faut aussi se rappeler que nous définissons le terrorisme comme « *le recours à la force et la violence, ou la MENACE de la force et la violence, afin d'intimider, exercer une coercition ou un contrôle, pour un intérêt idéologique, politique, religieux ou économique* », selon la définition presque littérale et officielle des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont donc impliqués dans des actes de terrorisme 100% du temps puisque leur politique officiellement annoncée est la possibilité qu'ils se réservent d'attaquer n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, pour n'importe quelle raison, politique officialisée par la Stratégie de Sécurité Nationale des Etats-Unis en 2002, et illustrée par l'attaque illégale des Etats-Unis contre l'Irak. En plus, les Etats-Unis se réservent le « droit » d'utiliser des armes nucléaires lors d'une première frappe. Ce qui signifie que les

Etats-Unis sont en permanence en train de *menacer* de recourir à la force et à la violence partout dans le monde, et qu'ils livrent donc au terrorisme. Les Cubains sont tout à fait conscients de cela, et nous devrions l'être aussi.

L'hostilité permanente contre la révolution cubaine se fonde sur trois éléments. Le premier est la perte commerciale et financière subie à Cuba par les milieux d'affaires US. Le Wall Street Journal avait qualifié la révolution cubaine de « pastèque ». Plus on la creuse, et « *plus elle devient rouge* ». Par exemple, Cuba a nationalisé les raffineries de pétrole. Cuba avait signé un accord commercial avec l'Union Soviétique en 1960, relatif entre autres au pétrole brut soviétique. Sous les ordres du gouvernement des Etats-Unis, Texaco et Standard Oil ont refusé de raffiner le brut, obligeant ainsi les Cubains à nationaliser leurs raffineries. Les nationalisations furent effectuées en échange de compensations estimées à partir des bilans officiels de ces sociétés. Mais ces bilans étaient généralement sous-évalués pour échapper en partie aux impôts.

Le deuxième élément est l'engagement de Cuba dans une voie de développement économique, politique et social indépendant de l'hégémonie US, et le risque que la révolution cubaine puisse devenir une source d'inspiration pour d'autres dans la région et un défi à la domination US.

Arthur Schlesinger, qui fut conseiller auprès de JFK, a déclaré que le problème avec le régime de Castro, c'est-à-dire la révolution cubaine, était qu'il symbolisait la résistance à l'hégémonie des Etats-Unis et sapait 50 ans de politique US dans la région. En d'autres termes, la révolution cubaine offrait une issue émancipatrice aux peuples soumis aux servitudes. En un mot comme en cent, et selon les termes mêmes de l'administration US, « *les pauvres et les défavorisés* (c. à d. les exploités) *pourraient réclamer des conditions de vie décentes* », ce qui était tout simplement inacceptable. L'administration Kennedy a répondu à cette « menace » en lançant « l'Alliance pour le Progrès ». Chose intéressante, environ dix ans après le lancement de ce programme, une étude importante aux Etats-Unis a conclu que Cuba, le seul pays exclu de ce programme (*d'aide économique - ndt*), était le seul pays qui avait accompli ce que le programme était supposé accomplir, par exemple, des avancées dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des transports, ainsi que l'intégration de secteurs ruraux et urbains.

Le troisième élément est l'engagement de Cuba dans la **solidarité internationale**, illustré par les projets internationaux de Cuba dans les domaines de la **médecine**, de l'**alphabétisation**, de l'agriculture, ainsi que le programme « Opération Miracle » grâce auquel plus d'un million de personnes ont retrouvé la vue. Cuba démontre que les relations internationales peuvent être basées sur la solidarité plutôt que l'exploitation, la domination ou l'agression. Et il y a aussi la question du « pouvoir populaire », lorsque les gens prennent en main leurs destinées.

**RS** : quel était l'objectif de la conférence à Cuba ?

**DM** : l'objectif de la conférence, entre autres, est de créer des liens de solidarité entre les universitaires cubains et états-uniens, entre leurs citoyens aussi. La conférence elle-même aborde différents domaines de la recherche, y compris en économie, des questions philosophiques, d'éducation, d'agriculture, différentes formes d'organisation sociale, l'histoire, des projections sur l'avenir pour lequel nous devons nous battre, sur le rôle de la société civile dans l'impulsion du pouvoir populaire à Cuba et le rôle que la société civile pourrait jouer dans le renforcement du pouvoir des citoyens aux Etats-Unis, etc.

**RS** : vous pensez que les citoyens n'ont pas de pouvoir aux Etats-Unis ?

**DM** : je pense que la population cubaine a beaucoup plus de pouvoir que la population des Etats-Unis, et ceci pour une raison assez simple mais controversée par beaucoup de gens aux Etats-Unis. Cuba a une conception de la démocratie très différente, beaucoup plus large et plus profonde que celle que nous avons aux Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, la notion de démocratie se résume à l'aspect le plus élémentaire, le plus rudimentaire et la forme la moins développée de la démocratie : la démocratie électorale. Tous les deux ou quatre ans, les gens sont autorisés à voter pour des candidats qui ont été présélectionnés par les propriétaires de la société, les milieux d'affaires. Toute personne qui tente de défier les intérêts des propriétaires est marginalisée et déconsidérée. Le cas de Dennis Kucinich le montre très clairement. Nous devons voter pour l'un ou l'autre des candidats promus par les corporations et pratiquement rien ne change en ce qui concerne l'intérêt général, l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre, les moyens et les connaissances mis en oeuvre pour définir une politique qui réponde effectivement aux préoccupations des gens, comme un système de santé, la protection de l'environnement, un système qui réponde aux attentes de la population, une meilleure éducation, moins de militarisme, l'entretien et le développement des infrastructures, un système économique plus équitable, etc.

La démocratie électorale aux Etats-Unis produit généralement une forme de compétition limitée à deux grands partis financés par l'élite fortunée et les milieux d'affaires. Il arrive que l'intérêt du public se réveille

parfois, dans certains secteurs, lorsqu'on leur présente des hyper-spectacles qui sont régulièrement donnés pendant les campagnes électorales, ou lorsqu'il est soumis à un tir de barrage publicitaire ou la répétition incessante de slogans creux qui parlent « d'espoir », de « changement ». Le résultat final est que pratiquement rien ne change en ce qui concerne les besoins ou les préoccupations de la population, ou l'approfondissement de la démocratie.

Le public est tout à fait conscient de l'arnaque, et c'est probablement une des raisons pour lesquelles la participation aux élections est si faible aux Etats-Unis. Dans les démocraties électorales, les électeurs votent tous les deux ou quatre ans et n'ont pratiquement aucune influence sur les politiques ou les programmes. Mais comme l'a clairement exprimé Georges Soros, « *les marchés votent tous les jours* ». Ce qui laisse entendre que sans une forme de participation démocratique significative dans les programmes économiques et sociaux, cette démocratie-là n'est qu'une coquille formelle et pratiquement vide, un arbre qui cache la forêt des véritables centres de pouvoir et de décision et qui se trouvent principalement au niveau des grandes sociétés.

A Cuba, je dirais qu'ils ont étendu la notion de démocratie au delà de la démocratie électorale (oui, il y a bien des élections à Cuba, contrairement à ce que l'on nous raconte aux Etats-Unis), pour englober la démocratie politique, qui est le début d'une forme plus participative de démocratie, ainsi que de démocratie sociale et économique. Ainsi, les élections à Cuba ne sont pas financées et contrôlées par des élites, mais organisées par la population.

**RS :** attendez une minute, comment est-ce possible ? Castro dirige le pays depuis pas mal de temps ; est-il élu ? Moi ce que j'entends, c'est que c'est un dictateur communiste.

**DM :** Cuba, tel que je la perçois, est en train de mener une expérience, il faut insister là-dessus. Ce qui se passe à Cuba est une expérience menée dans les conditions très difficiles qui leur ont été imposées. Et pourtant, Cuba ne connaît aucune des abominations chroniques qui existent dans la plupart des autres pays de la région. Pas de hordes de sans-abris en train de crever dans les caniveaux, pas d'enfants en train de mourir de faim, pas d'analphabétisme généralisé, pas de taux de mortalité infantile élevée ou de chômage, pas d'escadrons de la mort qui rôdent, pas d'inégalités monstrueuses, pas d'instabilité politique ou sociale grave, etc. Il existe une crise du logement, mais des programmes sont en cours pour tenter de la résoudre. Par exemple, en 2006, Cuba a construit environ 110.000 maisons, et environ 67.000 en 2007. Ils prévoient que s'ils réussissent à tenir une moyenne de 50.000 constructions par an, la crise du logement sera largement résolue, et ils sont en bonne voie pour atteindre leurs objectifs.

Ce qui est tenté à Cuba, c'est la mobilisation de l'intelligence collective et de l'inventivité de la population pour gérer la société et ils le font par le biais d'un mélange de démocratie participative et de démocratie représentative structuré par des organisations locales et nationales, telles que l'Union des Jeunes Communistes, qui compte environ 800.000 membres entre 14 et 30 ans, et le Parti Communiste de Cuba qui a environ 1.500.000 membres. Il faut noter que le Parti Communiste n'est pas un parti électoral. C'est-à-dire que le parti ne participe pas à la nomination ou l'élection des candidats au niveau local, provincial ou national. Il ne peut pas non plus proposer de lois aux organismes représentatifs. Cela ne veut pas dire que le Parti n'exerce pas d'influence sur la politique à Cuba. Il exerce très clairement une influence à travers la société cubaine dans son rôle de gardien et de stimulateur de la conscience socialiste et encourage les gens, comme ils disent, à « être comme le Che », ce qui veut dire développer une conscience pour et s'engager en faveur d'un intérêt collectif et être prêt à faire des sacrifices pour cela.

Puis il y a les organisations de masse qui comprennent les Comités de Défense de la Révolution, la Fédération des Femmes, l'Union des Travailleurs, les Fédérations d'Etudiants des universités, collèges et lycées, des organisations professionnelles et des organes d'état, justice, armée, les organes du pouvoir populaire composés des assemblées nationale, provinciales et municipales, ainsi que les conseils populaires qui servent de pont entre les différents quartiers et les assemblées municipales, du Conseil d'Etat, et les Commissions de Travail à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire. Le Conseil d'Etat est chargé de désigner le Conseil des Ministres.

Tel que je comprends les choses, le Conseil d'Etat choisi un président, mais le président doit d'abord être élu à un niveau local avant d'acquiescer le statut de représentant à l'assemblée nationale, pour ensuite passer au conseil d'état, etc. De plus, le statut de Président ne donne pas de pouvoirs dictatoriaux, mais offre au président la possibilité de présenter des arguments pour ou contre tout texte de loi. Il y a de nombreux cas où Fidel Castro a défendu ou s'est opposé à un texte et où il n'a pas été suivi. Le monde ne s'est pas arrêté de tourner pour autant. Les lois et les décrets doivent être ratifiés par l'Assemblée Nationale. La stature de Fidel, qui est maintenant celle de Raul, lui confère un pouvoir symbolique et un pouvoir d'influence à Cuba

que d'autres n'ont peut-être pas et qui vient de leur participation à la lutte révolutionnaire à Cuba dès le début des années 50, et particulièrement depuis l'attaque de la caserne de la Moncada le 26 juillet 1953.

Dans le même temps, il faut noter qu'il y a eu une rotation significative de dirigeants ces dix dernières années environ, et bon nombre de dirigeants actuels ont dans les 30 ou 40 ans. La création des Conseils Populaires au début des années 90, au début de la Période Spéciale (après l'effondrement de l'Union Soviétique lorsque Cuba perdit du jour au lendemain environ 85% de ses échanges commerciaux), fut décidée comme un garde-fou contre la centralisation et la bureaucratie et un renforcement des pouvoirs locaux et de la participation de la population. Les Commissions des Candidatures, composées de gens issus des organisations de masse et du pouvoir populaire et présidées par des syndicalistes, furent créées pour organiser les élections aux assemblées provinciales et nationale. L'objectif principal est de garantir une représentation plus équitable des différents secteurs de la population. En d'autres termes, les citoyens sont impliqués à la fois dans la désignation et l'élection de ses représentants. Les élections provinciales et nationales se déroulent tous les cinq ans, les élections municipales tous les deux ans et 6 mois.

En gros, la moitié des élus à l'assemblée nationale sont issus des assemblées municipales et l'autre moitié est composée de figures nationales, des politiciens, des scientifiques, des intellectuels, des artistes, des athlètes, des travailleurs, etc. Et quelque chose qui devrait particulièrement intéresser le public états-unien de cette émission, les syndicats et les assemblées de travailleurs à Cuba sont des lieux où « les travailleurs discutent ». Isaac Saney, dans son livre « *A Revolution in Motion* » (une révolution en mouvement), décrit comment les Cubains sont impliqués dans un intense processus d'apprentissage politique et comment « *le système réagit aux demandes d'ajustement de la population* ».

En 1993, durant la période la plus dure de la Période Spéciale, lorsque l'économie cubaine était en lambeaux et les Cubains souffraient, l'Assemblée Nationale voulait introduire des impôts sur les revenus. Les syndicats s'y sont opposés parce que les travailleurs n'avaient pas eu l'occasion d'en discuter et d'en débattre. L'Assemblée Nationale a donc retardé la mesure jusqu'à ce que les assemblées de travailleurs se soient réunis. Pendant trois mois, des réunions ont été organisées, plus de 80.000 réunions, auxquelles plus de 3 millions de travailleurs ont participé et où la mesure proposée a été débattue et où d'autres mesures ont été proposées. La politique décidée reflétait l'opinion des travailleurs. Ainsi, la mesure finalement adoptée imposait principalement les revenus des travailleurs indépendants plutôt que les salariés. Ceci n'est qu'un exemple pour montrer comment les consultations en masse et la participation des citoyens font de l'expérience cubaine un cas à part.

Tous les Cubains peuvent voter à partir de 16 ans, et ils peuvent être désignés par leurs concitoyens dans les assemblées populaires locales à partir de 18 ans. Les candidats sont donc choisis par des organisations de quartier pour être élus au niveau municipal. C'est un processus de dialogue au sein d'organisations populaires et locales. Il faut aussi noter que les Cubains ont la possibilité de remettre en cause le mandat de leurs élus s'ils estiment que le travail du représentant est insuffisant. Ce droit est exercé lors de réunions périodiques, des sortes de sessions de comptes-rendus devant la population, où les élus doivent rendre compte de leur mandat devant la population.

Mais permettez-moi de revenir au mouvement d'une démocratie électorale à une démocratie politique, et ensuite vers une démocratie sociale et économique. La démocratie devient politiquement plus séduisante lorsque des formes plus efficaces et une représentation plus participative sont autorisées et encouragées. Lorsqu'il y a un contrôle public du financement des élections, pas un contrôle privé par ceux qui possèdent la société ; lorsque l'accès à l'information vitale est disponible et accessible plutôt que cet accès limité que nous connaissons aux Etats-Unis à travers les média dominants où nous apprenons très rarement ce qu'est réellement l'opinion publique et uniquement lorsqu'elle va dans le sens des intérêts du corporations ; lorsque le rôle des lobbies est limité (aux Etats-Unis, le lobby du pétrole a dépensé 83 millions de dollars l'année dernière et dépassera cette somme probablement cette année en tentant d'infléchir la législation en leur faveur... l'industrie pharmaceutique, la Chambre de Commerce, Phillip Morris et General Electric sont parmi les plus gros lobbyistes cherchant à faire adopter des lois qui protègent et favorisent le pouvoir privé, les profits des sociétés et les richesses des privilégiés...), alors le lobby serait limité sauf dans le cas où son activité serait menée dans l'intérêt du public et pas pour promouvoir des pouvoirs ou des richesses privés.

La démocratie politique serait aussi une manière de renforcer le pouvoir des corps législatifs chargés d'appliquer la volonté du peuple, par le peuple, pour le peuple ; en accordant la possibilité de destituer les candidats qui n'ont pas servi les intérêts du peuple ; où il existe des instruments où le peuple peut exprimer ses préoccupations à travers des formes de consultations collectives, de dialogues, de discussions et par référendum ; et où le pouvoir est plus équitablement réparti. Pour certaines personnes aux Etats-Unis, cette

notion de démocratie « selon la volonté, par et pour le peuple » serait du délire, mais elle ne fait pourtant que refléter une notion de démocratie assez proche de Lincoln, et quoi de plus américain que Lincoln, n'est-ce pas ?

La démocratie prend plus de sens lorsque des formes plus participatives sont combinées avec des formes électorales dans un contexte social qui reconnaît la citoyenneté comme une composante d'un contrat social où le niveau de vie est mesuré sur la capacité de la société à fournir les services essentiels et satisfaire les besoins élémentaires : nourriture, loisirs, éducation, sécurité sociale, santé, logement, culture et transports. En bref, la citoyenneté réelle s'enracine dans la justice sociale, dans une société « dé-consumérisée », avec les mêmes droits pour tous parce que les gens sont à la base considérés comme les citoyens d'une démocratie participative plutôt que des consommateurs dans un système de marché, basé sur le profit, non démocratique et déshumanisé.

Dans une démocratie sociale, la satisfaction des besoins fondamentaux ne dépend pas de la capacité à acquérir des biens de consommation, mais est considérée comme un droit et un devoir social. Cette forme de démocratie élimine les discriminations qui sévissent dans le système de marchandisation néolibéral où les biens, les besoins fondamentaux et les services ne sont accessibles qu'à ceux qui ont suffisamment d'argent et de pouvoir d'achat au lieu d'être accessibles à tous en vertu de leur statut de citoyens et d'être humains ayant souscrit à un contrat social satisfaisant et responsable pour tous. C'est la dé-marchandisation décrite plus haut. Aux Etats-Unis, tous ces biens et services dont j'ai parlé précédemment, qu'il s'agisse de l'alimentation, de la santé, de l'instruction, du sport, etc. ne sont pas considérés comme des droits fondamentaux, mais comme des privilèges et ne sont accessibles qu'à ceux qui peuvent les acquérir sur le marché. Je dirais que c'est parfaitement anti-démocratique et que cela conduit à la déshumanisation des populations et des relations sociales parce qu'on ne satisfait pas les besoins de tous ceux qui ne vivent pas dans un système qui vise à développer leurs capacités.

*CUBA Partie 2 :*

**Rick Smith :** Nous parlons de Cuba et pendant la pause musicale, le Professeur Morris a fait une réflexion intéressante en entendant la chanson de John Lennon. Pouvez-vous partager cette réflexion avec les auditeurs ?

**Doug Morris :** Certainement, il s'agit de la chanson "Power to the people", de John Lennon. A Cuba, la forme de démocratie s'appelle le "Pouvoir populaire". Dans des circonstances terriblement difficiles, pleines de nombreux conflits et de contradictions, de certains succès et de certains échecs, mais où rien n'est en aucune façon figé, on peut dire qu'ils essaient, à Cuba, de créer une forme de pouvoir populaire où la population peut contribuer, de façon importante et efficace, à influencer les décisions et organiser la coexistence dans une société permettant de répondre aux besoins et de développer pleinement les compétences de chacun.

**RS :** Donc, ils cherchent véritablement à être l'antithèse de l'Amérique ; Au lieu d'être, comme nous, la société du "moi, je", il aspirent à être une société du "nous".

**DM :** Il est indéniable qu'ils sont l'antithèse du modèle néolibéral qui a été imposé au monde entier. Un des problèmes pour Cuba c'est que Cuba est une île minuscule qui cherche à expérimenter une société de "peuple d'abord", aussi bien sur le plan politique qu'économique et qu'elle essaie d'exister dans un océan sans cesse croissant de capitalisme néolibéral mondial dont les principes sont à l'opposé des valeurs que Cuba tente de mettre en oeuvre.

Et pas toujours avec succès. Cuba, ce n'est pas "Utopie" et en fait, Cuba ne veut pas vivre dans l'utopie, ce qu'elle cherche à faire, c'est mobiliser la population pour créer un ordre social du "peuple d'abord" autour de valeurs comme la justice sociale, la recherche critique, le respect des autres, un meilleur niveau de vie, évalué non pas d'après l'accumulation de biens matériels mais selon l'épanouissement de l'être humain. Et créer, aussi, le plein emploi, avec un emploi valorisant, des formes véritables d'égalité et de liberté - le genre de liberté qui donne à chacun les connaissances nécessaires pour faire les choix essentiels dans la vie - le respect de l'environnement, autour de notions de courage civique et de souci profond du bien-être commun parce que tout le monde comprendra que l'épanouissement libre de chacun est conditionné par et se nourrit de l'épanouissement libre de tous et de chacun.

Et cela, c'est en contradiction totale avec les principes néolibéraux qui sont fondés sur l'égoïsme, le profit, les privatisations, l'hyper-individualisme, la compétition féroce, et la rapacité.

---

Tout ceci nous ramène à ce qui a été dit précédemment sur les gens qui sont les « oubliés » du système aux US. Si on fait fonctionner une société selon les principes néolibéraux, on a un nombre croissant de gens qui vont se retrouver « oubliés » parce que la notion de bien commun et de responsabilité mutuelle n'existe pratiquement pas.

Alors, pour en revenir à la notion de démocratie, une véritable démocratie ne s'arrête pas aux échéances électorales, elle doit développer des projets et créer des dynamiques conduisant à la construction d'une société juste qui souhaite que tous les citoyens soient informés, engagés et dynamisés. Cette société doit reconnaître et comprendre les liens essentiels et réciproques qui existent entre les conditions sociales et l'épanouissement personnel. Je ne veux pas dire que Cuba a réussi dans tous ces domaines, ni qu'il n'y a à Cuba ni problèmes graves, ni erreurs, ni contradictions au niveau politique, économique ou social, mais d'après ce que je vois, cette lutte de Cuba pour développer une forme de démocratie plus authentique, que ce soit au niveau social, économique ou politique, est essentielle au projet cubain de donner le pouvoir au peuple.

Et la démocratie économique fait partie intégrante de ces projets et de leur dynamique. Et c'est peut-être, là, la forme de développement de la démocratie la plus poussée, car elle est pratiquement totalement absente aux Etats-Unis où l'économie est entièrement contrôlée par des institutions tyranniques appelées entreprises privées, des institutions sur lesquelles la population a très peu de contrôle, surtout depuis le programme néolibéral de déréglementations - c'est-à-dire la suppression des possibilités pour les citoyens de se défendre contre les pratiques de ces sociétés - et de privatisations - c'est-à-dire les politiques qui permettent de donner la gestion de tous les espaces publics aux intérêts privés, y compris l'espace concernant l'état d'esprit du citoyen.

(...)

Alors, finalement, je pense qu'on peut dire que, parce cette expérience menée à Cuba apporte la notion d'une démocratie plus profonde et plus large, grâce à laquelle les citoyens cubains peuvent participer davantage à l'organisation de la société, à Cuba, la population a plus de pouvoir qu'aux Etats-Unis

**RS :** Il y a une chose que je trouve très intéressante, c'est que les médecins font partie des exportations cubaines les plus importantes. Ils envoient des médecins au Venezuela, par exemple, en échange de pétrole. Ce qui m'épate, c'est que c'est un pays qui ne s'est jamais soumis aux programmes néolibéraux du FMI et de l'OMC. Ils sont restés eux-mêmes et ont trouvé des moyens d'exister malgré toutes les pressions qu'ils ont subies. D'un côté, vous dites que c'est une histoire incroyable, mais d'un autre côté, n'y a-t-il pas beaucoup de gens qui souffrent de la pauvreté et de la famine ? On voit ça dans les médias quand ils parlent de Cuba ; ils n'en disent jamais de bien. J'ai hâte de savoir ce que vous en dites, mais votre version est-elle la bonne ?

**D.M. :** Cela dépend de la façon dont vous évaluez la pauvreté. Cuba, c'est certain, est un pays pauvre. Mais si la pauvreté n'est déterminée que par l'accès aux besoins fondamentaux comme la nourriture, les soins médicaux, l'instruction, le logement, l'éducation des enfants, les loisirs, ... ; si nous prenons en compte le taux de mortalité infantile à Cuba, l'espérance de vie et les mesures prises en matière de développement durable (tous des domaines où Cuba égale ou dépasse les US) ; si nous constatons également qu'à Cuba, on ne peut pas réaliser des profits grâce à l'exploitation et aux souffrances des autres parce que c'est une société à but non lucratif ; et si nous ajoutons à cela une distribution plus équitable, alors la pauvreté à Cuba est d'un genre bien différent que celle qu'on rencontre dans la plupart des autres pays pauvres qu'on appelle parfois les pays "en développement".

De plus, Cuba, pays pauvre, envoie à l'étranger plus de médecins que tous les autres pays du monde réunis, d'après ce que j'en sais, et ces médecins soignent les pauvres. C'est un des exemples de la façon dont procède Cuba pour tenter de pallier les horreurs de la pauvreté à l'échelle internationale. Parmi les autres exemples, il y a ceux qui enseignent l'alphabétisation et les spécialistes en agriculture que Cuba envoie dans d'autres pays pour les aider à résoudre les problèmes liés à la pauvreté. Et donc, une des questions qui vient à l'esprit est : "Comment se fait-il que Cuba réalise autant de choses, alors qu'elle a si peu de moyens ?". Et répondre à cette question nous conduirait à réfléchir sur les avantages que représenterait une organisation différente de la société - c'est-à-dire une organisation qui serait construite autour d'une démocratie économique, politique et sociale.

La pauvreté au cours de la période la plus difficile de la Période spéciale, où Cuba a perdu environ 85% de ses échanges commerciaux pratiquement du jour au lendemain, où le PIB avait baissé d'environ 40% et où l'apport calorique était descendu au niveau de celui d'Haïti, ça c'était la véritable pauvreté, mais Cuba a survécu, et ce fait même montre la résistance de la révolution cubaine. On pourrait dire qu'au cours de cette période terrible, Cuba a cherché à aplanir les souffrances et aussi à s'assurer que ceux qui avaient le plus besoin d'aide reçoivent cette aide en priorité.

---

A partir de 2005, l'économie cubaine avait grosso modo retrouvé son niveau de 1989, avant le début de la Période Spéciale. En 2005 le PIB avait augmenté de 12,5% ; en 2006, de 12% et en 2007 d'environ 7%. Cela comparé à l'augmentation moyenne en Amérique latine qui est de 4 à 5%.

Dans le monde, il y a une personne sur cinq environ qui vit dans le dénuement total. En Amérique latine environ 60% de la population vit dans la pauvreté et une bonne partie de ceux-là vit dans le dénuement total. C'est en Amérique latine, en dehors de Cuba, que les inégalités sont les plus profondes du monde. On aurait bien du mal à trouver à Cuba des gens qui vivent dans le dénuement total, en partie grâce aux programmes sociaux qui permettent d'avoir accès à la nourriture, aux soins médicaux, à l'instruction etc. et c'est à Cuba que les indicateurs d'inégalité sont les plus bas de toute l'Amérique latine.

Dans le monde entier, il y a environ 100 millions d'enfants des rues. A Cuba, il n'y en a aucun. Parmi le milliard de gens au minimum qui vivent dans le dénuement total, la moitié sont des enfants. A Cuba, on investit énormément dans la jeunesse ; et donc, là encore, on aurait bien du mal à trouver des enfants qui vivent dans le dénuement total. 90 millions d'enfants vivent dans la pauvreté en Amérique latine. 200 millions d'enfants dans le monde n'ont pas accès aux soins médicaux. Il y a environ 115 millions d'enfants d'âge scolaire dans le monde qui ne vont pas à l'école, et qui resteront probablement analphabètes. A Cuba, le taux d'alphabétisme est de 100%, et pratiquement tous les enfants vont dans des écoles qui offrent ce que certains considèrent comme la meilleure instruction au niveau élémentaire de tout l'hémisphère sud.

Et donc, on ne voit pas à Cuba des enfants qui souffrent de la faim comme cela se passe dans les autres pays pauvres. On ne voit pas des personnes âgées se nourrir de boîtes pour chats pour survivre. Aux Etats-Unis, il a 13 millions d'enfants qui vivent dans la pauvreté. Environ 10 millions d'entre eux n'ont pas de couverture médicale. Des millions d'enfants américains vont dans des écoles où, au mieux, ils recevront une instruction très médiocre. 50% des enfants dans la capitale du pays, Washington, vivent dans la pauvreté.

On parle beaucoup ici du manque de liberté à Cuba, et il n'y a pas certaines libertés. Par exemple, les Cubains ne sont pas libres de vivre dans une société qui n'offre pas de couverture médicale à tous ses citoyens.

Les Cubains ne sont pas libres de vivre dans une société qui n'offre pas une excellente instruction élémentaire à tous les enfants.

Les Cubains ne sont pas libres de vivre dans une société où les relations internationales sont fondées sur la domination et l'agression militaire. Les Cubains vivent dans une société où les relations internationales sont fondées sur la solidarité et cela nous ramène à la question de l'envoi de médecins, d'enseignants en alphabétisation, et de gens qui travaillent dans le secteur agricole, à la fois des scientifiques et des agriculteurs. L'envoi de ces derniers est très important parce que Cuba met en œuvre actuellement une expérience en agriculture biologique qui marche très bien et c'est une des raisons pour lesquelles Cuba est considérée comme le seul pays au monde à avoir réuni les conditions minimales pour un développement durable.

Donc, Cuba est engagée dans une lutte interne pour créer une société du "peuple d'abord", tout en se préoccupant de solidarité internationale. Les relations internationales avec des pays comme le Venezuela permettent de s'assurer que le projet social de Cuba fondé sur la dignité humaine, la sécurité sociale et la réponse aux besoins des êtres humains se poursuit dans le contexte d'une société pauvre qui vit depuis 50 ans maintenant sous la menace d'une agression militaire américaine, du terrorisme américain et de la propagande américaine contre Cuba, le blocus économique. Alors, oui, Cuba connaît la pauvreté, c'est sûr, mais ce n'est pas la même pauvreté que celle qu'on rencontre dans tous les autres pays d'Amérique latine.

**RS :** Pendant la pause musicale, nous parlions d'une autre liberté à Cuba. Nous avons les congés parentaux aux Etats-Unis, mais ils ne sont pas payés, or, à Cuba, apparemment, ils sont payés. Quand on y pense, c'est une valeur familiale importante.

**DM :** Absolument, c'est une valeur familiale essentielle. Par exemple, le congé de maternité à Cuba, qui a également été élargi aux pères, assure aux mères 18 semaines de congé, six avant la naissance et douze après la naissance à plein salaire et 40 semaines supplémentaires à 60% du salaire, et elles retrouvent leur emploi. Il y a des garderies subventionnées par l'état pour les enfants à partir d'un an. En 2003, ces congés ont été élargis aux pères pour 60% du salaire pendant 40 semaines. Et donc, les couples peuvent décider qui du père ou de la mère restera à la maison pour s'occuper des enfants. Des lois sur le travail ont également été votées pour protéger les femmes des activités ayant trait à leur travail qui pourraient être préjudiciables lors de leur grossesse. Les femmes ont six jours de congés payés au cours de leur grossesse pour assister à des séances de cours prénataux et pour subir des examens. Créer des programmes sociaux pour aider les familles, c'est un investissement très important pour les valeurs familiales.

---

Cuba a un contrat social qui s'appuie sur quelque chose de très, très important. Tout contrat social devrait s'appuyer sur le souci primordial du bien-être des enfants et Cuba veille à ce que chaque enfant soit bien nourri, ait accès aux études, aux soins médicaux et Cuba considère les enfants comme un investissement capital pour l'avenir. De plus, assurer l'accès à l'emploi, et actuellement, avec ce projet visant à assurer pour tous un emploi valorisant, la sécurité sociale, les services médicaux, la médecine générale, ainsi que la médecine préventive, des études avec des formations diversifiées (parmi lesquelles un nouveau programme d'"universalisation des études universitaires" grâce auquel Cuba veut faire en sorte que chaque Cubain poursuive des études universitaires), les programmes d'alphabétisation, l'aide sociale pour les malades, etc. toutes ces mesures sont des engagements sociaux liés aux valeurs familiales, parce que les valeurs que les familles préconisent ne sont pas coupées des valeurs encouragées dans la société où vit et évolue la famille.

**RS** : Bien. Et maintenant la GRANDE QUESTION. Sachant que nous semblons nous délecter du fait qu'il y a dans notre pays 1.300 milliardaires, combien y en-a-t-il à Cuba ?

**DM** : Zéro !

**RS** : Ah, là le problème ...

**DM** : Les Cubains vivent dans une société fondée sur le non-profit. C'est une différence de valeurs primordiale. C'est pourquoi, peut-être, les gens ont une notion différente du lien qui les rattache à la chaîne de l'activité humaine et pourquoi, on pourrait dire que les valeurs familiales sont différentes à Cuba.

Aux Etats-Unis, nous ne comprenons pas toujours ces liens qui nous rattachent à cette chaîne d'activité humaine parce que nos relations sont essentiellement motivées par l'acquisition de biens matériels et donc, nos relations avec les autres sont liées au prochain produit qu'on va nous pousser à acheter. Cela n'est pas le cas à Cuba parce que c'est une société qui n'est pas basée sur le profit, aussi, n'y a-t-il pas de publicité pour des produits avec des messages publicitaires 24h/24 - 7j/7. En fait, à Cuba, il n'y a pas de panneaux publicitaires pour des produits de consommation, on ne voit que des panneaux qui célèbrent les réalisations de la révolution, ou qui rappellent à la population les épreuves **des Cinq de Cuba** où on peut lire, à juste titre, qu'ils sont "en prison aux Etats-Unis pour avoir lutté contre le terrorisme". Les Cinq de Cuba sont en prison aux Etats-Unis depuis 10 ans maintenant parce qu'ils s'étaient engagés dans la lutte contre le terrorisme.

Et donc, à Cuba, au lieu nouer des relations avec les produits de consommation, les gens ont de plus grandes possibilités d'intégrer l'idée de nouer d'importantes relations de solidarité avec les autres êtres humains, et tout ce que cela représente.

Encore une fois, je ne veux pas donner une image idyllique. Il y a à Cuba, c'est certain, des problèmes graves mais, miraculeusement, il y a beaucoup de ressorts dans la lutte à Cuba et ils ont trouvé des moyens pour poursuivre ce projet dans des conditions très difficiles.

**Question d'un auditeur** : Je voudrais savoir combien de temps il faudrait pour avoir la citoyenneté cubaine et si le professeur Morris compte opter pour la nationalité cubaine ou rester citoyen américain.

**DM** : je ne connais pas la réponse pour la première partie de votre question. Quant à la seconde, c'est facile, je compte rester citoyen américain.

**RS** : Bon, vous avez donné une vision très idyllique de Cuba, quelque chose que la plupart des gens ne connaissent pas, moi y compris. C'est, à vous entendre, un endroit extraordinaire. Alors pourquoi voit-on des gens émigrer ? Pourquoi les gens cherchent-ils à en partir ?

**DM** : il y a régulièrement des gens dans le monde qui quittent un endroit pour aller s'installer ailleurs. Je suis sûr qu'il y a plein de gens qui partent de Pennsylvanie tous les jours pour aller dans d'autres coins des Etats-Unis. Ces déplacements sont en général motivés par des raisons économiques. Historiquement, quand des pays pauvres bordent des pays riches, certains habitants des pays pauvres cherchent à aller s'installer dans le pays riche dans l'espoir d'améliorer leurs conditions économiques. Ce n'est pas une décision totalement irrationnelle dans ces circonstances.

Cuba est un pays pauvre, et elle est située près du pays le plus riche de l'histoire humaine, les Etats-Unis. Et donc, il est logique que certains Cubains souhaitent partir pour aller aux Etats-Unis.

Dans les médias américains, il y a souvent un tas de reportages où on voit des Cubains partir de Cuba et c'est présenté de façon à laisser entendre que les Cubains quittent Cuba à cause des persécutions politiques.

Mais même à la SINA (Section d'Intérêts Nord Américains) à la Havane, ils disent qu'ils ont du mal à trouver de véritables cas de persécution politique quand ils traitent les demandes de visas.

---

Dans les années 90, ils ont écrit que la plupart des gens faisaient des demandes de visa pour échapper aux conditions économiques très détériorées.

Ils ont constaté que les cas concernant des violations des droits de l'homme faisaient partie de la catégorie la moins consistante de leur programme pour les réfugiés et qu'ils étaient souvent liés à des demandes frauduleuses. Alors, **l'émigration cubaine n'existe pas dans un vide historique**. On entend rarement dire qu'environ 600.000 Colombiens ont fui leur pays entre 1999 et 2002, ni que plus de 500.000 personnes ont quitté l'Equateur à la même époque.

Comparé au reste de l'Amérique latine, le nombre de Cubains qui ont quitté l'île légalement ou clandestinement est pratiquement certainement inférieur à ces chiffres, que ce soit en valeur relative ou absolue. Et pourtant, le nombre de Cubains qui émigrent est énorme dans l'esprit des gens à cause de la couverture médiatique outrancière dont bénéficient les Cubains. Et donc nous entendons parler des Cubains mais jamais des Salvadoriens, des Haïtiens, des Péruviens, etc. qui quittent leur pays.

De plus, les Etats-Unis encouragent depuis longtemps l'immigration cubaine, ce qui n'est pas le cas pour les autres pays. Radio Marti, une station de radio de propagande US qui pousse les Cubains à émigrer, émet régulièrement à Cuba. Au cours de la Période Spéciale, les Etats-Unis ont intensifié le blocus en votant les lois **Helms-Burton** et **Torricelli**, toutes deux destinées à ruiner l'économie cubaine, et qui, ensemble, avaient pour but de pousser les Cubains à émigrer pour raisons économiques.

Cuba et les US ont signé un accord d'immigration en 1994 exigeant que les US délivrent au moins 200.000 visas par an. Le nombre de visas accordés par les Etats-Unis est en général très inférieur à ce chiffre. La loi cubaine est claire en ce qui concerne l'immigration. Les gens peuvent partir s'ils ont reçu du pays d'accueil les documents et les autorisations réglementaires. Et puis, il y a le "Cuban Adjustment Act" **Loi d'ajustement cubain**. A cause de cette loi de 1966, les Cubains bénéficient d'un traitement préférentiel par rapports aux autres pays.

Les Cubains sont bien mieux accueillis aux USA que tout autre émigrant d'Amérique latine et avec des conditions spéciales réservées aux Cubains. Les Cubains ont des facilités pour obtenir un permis de travail, un numéro de sécurité sociale, le statut de résident permanent aux USA. Alors que les autres sont en général considérés comme des réfugiés économiques, les Cubains sont placés dans la catégorie des réfugiés politiques selon les critères américains et bénéficient de ce qui correspond à l'asile politique. Cette désignation est essentiellement de la propagande US. Un réfugié politique doit apporter des preuves solides qu'il vit dans la terreur d'être persécuté pour obtenir l'asile politique aux USA, mais la persécution n'a pas grand-chose à voir avec la décision finale quand il s'agit d'un cubain.

La persécution à Cuba comparée à celle qu'ont connue beaucoup d'autres pays d'Amérique latine au fil des ans est pratiquement imperceptible.

Quand les Haïtiens ont fui la dictature militaire féroce et meurtrière soutenue par les Etats-Unis au début des années 90, ils fuyaient de toute évidence la répression politique et les persécutions. La réponse typique a été de les renvoyer dans leur pays, parfois pour y être tués. C'est pareil pour les Guatémaltèques dans les années 80, etc., etc. Il y a pléthore d'exemples.

Alors que les immigrés cubains obtiennent l'asile politique pratiquement à 100%, ceux des autres pays ne l'obtiennent que dans une minorité de cas, bien en dessous de 50%. Contrairement aux autres, les Cubains n'ont pas de besoins cruciaux. Les Cubains qui arrivent sur le sol américain reçoivent en général des aides pour les besoins fondamentaux, pour les études, pour trouver rapidement un emploi, pour accéder aux aides sociales et aux indemnités chômage, etc.

On pourrait se demander également : Pourquoi autant de Mexicains quittent-ils leur pays ? Pourquoi n'y a-t-il pas de "Mexican Adjustment Act", ou de "Haitian Adjustment Act" ? Et si de telles lois existaient, combien d'Haïtiens ou de Mexicains, sans parler des résidents de tous les autres pays d'Amérique latine, partiraient pour les Etats-Unis ? De toute évidence, il y aurait des millions de personnes qui franchiraient les frontières.

Alors, étant donné tout ce qui est fait pour encourager les Cubains à partir, et à leur dérouler le tapis rouge, on peut se demander : "Pourquoi donc y a-t-il si peu de Cubains qui quittent Cuba ?"

Je pense que c'est aux jeux panaméricains de 1994 que les Etats-Unis ont procédé à un énorme matraquage publicitaire pour inciter les Cubains à "passer à l'ouest". D'énormes contrats ont été proposés, il y avait des panneaux publicitaires pour rendre l'offre très visible et très attractive. Parmi plusieurs centaines de participants cubains, seuls quelques-uns ont choisi de changer de camp. Signalons que 1994, c'était, au cours de la Période Spéciale, le moment où les Cubains souffraient le plus. Des athlètes d'autres pays ont dit aux

Cubains que si les Etats-Unis leur avaient fait la même offre, pratiquement 100% d'entre eux auraient accepté.

Si on veut comprendre une partie de la noirceur des desseins de la politique américaine, on peut se demander pourquoi les Etats-Unis ont en général fait retourner les gens à des conditions de vie épouvantables, vers des pays où les droits de l'homme étaient le plus bafoués, où les gens sont dans un état santé pitoyable, où ils souffrent de malnutrition, où ils sont parfois terrorisés par les escadrons de la mort, où ils n'ont pas de toit, où la mortalité infantile est élevée, où il n'ont pas le droit à l'instruction, etc. mais quand il s'agit de Cuba, le pays qui offre les meilleurs soins médicaux et le meilleur système éducatif, le meilleur projet de reforestation, l'engagement le plus sérieux en matière d'agriculture durable de toute la planète, un taux de mortalité infantile et d'espérance de vie qui seront bientôt meilleurs que ceux des Etats-Unis, une des meilleures recherches scientifiques de toutes les Amériques, pourquoi donc, les Etats-Unis font-ils du zèle pour inciter les gens à partir ? A nouveau, au centre de cela, je dirai, c'est parce que les Cubains opposent leur projet le "peuple d'abord" à celui des Etats-Unis "le profit d'abord".

**RS :** Plus j'en apprendis sur Cuba et plus je suis étonné de voir qu'ici aux Etats-Unis, nous n'essayons pas de copier les meilleurs systèmes. Nous ne cherchons pas à faire les choses différemment pour avoir des vies meilleures. Nous avançons péniblement sur le même chemin qui mène à la même route qui nous a conduits dans un mur dans le passé.

**DM :** Puis-je évoquer un tout dernier point en rapport avec cela, où Cuba offre une alternative sur laquelle, d'après moi, le monde devrait se pencher sérieusement ?

Il y a une crise alimentaire mondiale de plus en plus grave. L'an dernier seulement, 100 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées dans des conditions de famine, en plus des 800 millions d'autres qui souffrent de la faim de façon chronique. Cuba tente actuellement une **expérience de développement durable dans l'agriculture** qui est à nulle autre pareille, me semble-t-il, dans aucun pays.

L'expérience de Cuba, qui fait partie du projet pour une plus grande décentralisation et l'extension de la démocratie, a pour origine une rationalité écologique qui comprend : le contrôle des nuisibles par des moyens biologiques et l'utilisation d'engrais naturels, en même temps que le remplacement des tracteurs (qui nécessitent l'utilisation de carburant et détruisent l'environnement) par des engins tirés par des animaux ; la préservation des sols ; la décentralisation du contrôle et de la prise de décision qui incite à davantage de participation locale ; la diversification de la production agricole et les réajustements, même au tout petit niveau d'une seule exploitation agricole ; la redistribution des terres aux agriculteurs ; un engagement envers les petites exploitations qui incite à davantage de participation des travailleurs ; l'accroissement de la production et de l'enthousiasme et qui crée un sentiment d'intégration ; des prix équitables pour les producteurs (contrairement au système néolibéral qui lamine les petits agriculteurs dans le monde entier) sans augmentation des prix sur le marché ; une participation locale plus importante qui permet d'utiliser les connaissances de tous ; la création de coopératives organisées démocratiquement ; des programmes d'éducation environnementale dans les communautés rurales ; et l'inversion du schéma habituel d'exode rural.

A Cuba, la migration se fait des villes vers les campagnes. Tout ceci est réalisé dans le cadre de l'engagement de Cuba dans son grand projet social humaniste. Alors que dans un passé pas si lointain plus de 80% des exploitations agricoles étaient sous contrôle de l'état, ce taux est tombé à moins de 15% avec le projet de décentralisation et l'engagement de créer des petites exploitations agricoles de culture biologique qui relient la terre aux êtres humains et les êtres humains à la terre et qui encouragent la démocratisation de la production, de la distribution et de la consommation.

Alors, si cette révolution cubaine de l'agriculture biologique est un modèle viable qui pourrait sensibiliser la population à la préservation de l'environnement dans le monde entier, transformer notre façon de penser sur les relations entre les personnes et l'environnement et entre les personnes et les personnes, et peut être, à partir de là, pouvons-nous également faire naître une conscience commune qui nous amènerait à réfléchir à d'autres formes d'organisation politique et économique fondées sur des formes de démocratie véritable.

Istvan Meszaros, dans " The Power of Ideology", nous rappelle qu'à ce moment précis de l'histoire humaine toute autre solution qu'une solution mondiale aux crises et aux difficultés auxquelles nous sommes confrontés est véritablement inacceptable parce que nos problèmes au niveau mondial sont si importants et multiples que les conditions élémentaires de survie de l'être humain sur la planète sont sérieusement compromises. Peut-être le modèle cubain, malgré tous ses conflits et ses contradictions, peut-il nous inspirer pour que nous fassions naître une prise de conscience au niveau mondial afin que les gens réalisent ce que disait Martí, à savoir que notre "patrie, c'est l'humanité" et que nous nous mettions à construire des relations

en nous appuyant sur une autre maxime de Marti : "Du bien de tous pour le bien de tous". Viva la revolucion !

*Traduction VD et Des Bassines et du Zèle pour le Grand Soir <http://www.legrandsoir.info>*

VERSION ORIGINALE

1ère partie : <http://www.dissidentvoice.org/2008/...>

2ème partie : <http://www.dissidentvoice.org/2008/...>

(\*) Le US Interests Section, ou Section d'Intérêts Nord Américains. Cuba et les US n'ont pas de relations diplomatiques. Sous l'administration Carter, les deux pays ont ouvert des « sections d'intérêts » qui n'ont pas le statut d'ambassade. Le Section des Etats-Unis à la Havane occupe un immeuble entier. La subversion, ça demande du boulot.

---